



FINLANDE	Plan national RSE
Intitulé officiel	<p>Valtioneuvoston periaatepäätös yhteiskunta ja yritysvastuusta</p> <p><i>Résolution du Gouvernement sur la RSE</i></p>
Date de publication	22 novembre 2012
Période d'application	/
Détails pratiques	<p>Nombre de pages : 16 Format disponible : PDF Langue(s) disponible(s) : anglais, finnois, suédois Lien de téléchargement : Version anglaise Version finnoise Version suédoise</p>
Cible(s) du plan	Les entreprises et le secteur public
Pilote(s)	<ul style="list-style-type: none"> • Pilote principal : Ministère du Travail et de l'Economie • Pilote pour les questions RSE liées au commerce international, aux droits de l'Homme, à la coopération : Ministère des Affaires étrangères • Pilote en charge des questions liées au développement durable : Ministère de l'Environnement • Pilote de la mise en place du plan d'action : Committee on Social and Corporate Responsibility (Yhteiskunta- ja yritysvastuun neuvottelukunnan) Créée en 2008, la Commission pour la RSE relève du Ministre du Travail et de l'Economie qui en nomme notamment le président.

<p>Pilote(s)</p>	<p>Son vice-président est nommé par le Ministre des Affaires étrangères et ses membres sont représentatifs de divers groupes de parties prenantes représentant notamment l'administration publique, les entreprises, les syndicats et les ONG. Le nombre de membres peut varier mais il ne peut excéder celui de 16. La durée de leur mandat est de 3 ans. La Commission est un organe consultatif chargé de conseiller et assister le gouvernement et l'administration dans leurs politiques de promotion de la RSE. Elle fait office de PCN (point de contact national) pour la mise en œuvre des lignes directrices de l'OCDE. Elle pilote également la mise en œuvre et le suivi du plan national d'actions pour la RSE. Lien vers le décret de mise en place du <i>Committee on Social and Corporate Responsibility</i></p> <p>Pour chacune des initiatives existantes ou à mettre en place, le plan indique le ministère responsable (pour plus de précisions, voir le tableau en annexe 1).</p>
<p>Processus de construction du plan (parties prenantes impliquées)</p>	<p>Processus essentiellement ministériel mais avec un fort accompagnement de la Commission pour la RSE, organe multi parties prenantes.</p>
<p>Sommaire du plan national</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Le cadre de la politique internationale 2. Promouvoir la RSE dans le secteur privé 3. La RSE dans le secteur public 4. Les coûts du plan d'action 5. Coordination, suivi du plan d'action
<p>Description du plan</p>	<p>Le plan commence par un rappel du contexte de son élaboration et des enjeux de la RSE.</p> <p>Les trois points suivant constituent le cœur du plan. Il s'agit des principaux axes d'action du gouvernement pour promouvoir la RSE au niveau national et international. La logique de la présentation de ces axes (i.e. les points n°1, 2 et 3 du plan) est assez similaire :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) Présentation des enjeux 2) Présentation de mesures ou initiatives existantes ou à prévoir 3) Indication du ministère responsable de la mise en œuvre

<p>Description du plan</p>	<p>Extrait :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin: 10px 0;"> <p>3.1 Promoting CSR in the administrative branches</p> <p>The Government has made a commitment to promote better adherence to CSR in its various policy sectors. For CSR principles to be implemented in all administrative branches, coordination across branches is needed. CSR can be best promoted when administrative branches assess their opportunities to facilitate responsible practices in their own activities or operating areas. In practice, this can mean compliance with international CSR guidelines, supporting a CSR initiative, using performance management instruments in promoting CSR, making environmentally and socially responsible purchases and investments, introducing an environmental management system, participating in competitions measuring the effectiveness of workplace communities, or disclosing information on administration, for example in the form of a CSR report. Authorities are also bound by their legal obligation to protect the population from legislative breaches or environmental offences.</p> <p>The Government Resolution on CSR is built upon a notion of CSR as the responsibility of organisations for their impacts on society. The ability to demonstrate these impacts is important, and stakeholders require a number of means of communicating with each other on the impacts of CSR. This also challenges the public sector to develop means of assessing its activities.</p> <p style="text-align: center;">The Government is committed to promoting CSR in its administrative branches. In order to meet this commitment, the Government requires that the ministries and administrative branches seek ways of including CSR in their systems and to report on their progress by the end of the parliamentary term.</p> <p style="text-align: center;">Principal responsibility: Ministry of Employment and the Economy, Ministry of Social Affairs and Health, Ministry of the Environment, Ownership Steering at the Prime Minister's Office</p> </div> <p>Ces points font l'objet d'une présentation plus détaillée dans le tableau en annexe.</p> <p>Le plan s'achève par deux points plus courts, l'un sur la démarche budgétaire prévue pour le plan, l'autre sur les modalités du suivi de la mise en œuvre du plan.</p>
<p>Bilan / état des lieux de l'existant</p>	<p>En introduction des thématiques abordées, un point sur les initiatives existantes est présenté.</p>
<p>Actions / mesures</p>	<p>Voir le tableau en annexe</p>
<p>Niveau de priorité des actions</p>	<p style="text-align: center;">/</p>
<p>Suivi</p>	<p>Le gouvernement développera des critères de suivi pour mesurer le progrès en matière de RSE. Il déterminera quels indicateurs internationaux sont disponibles et comment il pourrait les utiliser.</p>
<p>Particularité(s)</p>	<p>Le Plan finlandais s'inscrit dans la Stratégie nordique pour la RSE, commune notamment à la Suède, à l'Islande, au Danemark et à la Norvège.</p>

Annexe 1 : « axes/objectifs – Mesures – Responsables »

AXES/OBJECTIFS	MESURES	RESPONSABLES
Le cadre de la politique internationale	Intégrer les problématiques de la RSE dans la nouvelle stratégie de développement durable	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère de l'Environnement
	Se conformer à la stratégie de la Commission européenne pour la RSE	Le gouvernement dans son ensemble
	Promouvoir les principes et les référentiels de la RSE internationalement reconnus	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère des Affaires étrangères Ministère de l'Environnement
Promouvoir la RSE dans le secteur privé	Promouvoir le respect des droits de l'homme dans les activités de l'entreprise	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère des Affaires étrangères Ministère de la Justice
	Encourager et aider les entreprises à s'organiser et à définir des règles et processus en matière de RSE (notamment via les organisations professionnelles)	Ministère du Travail et de l'Economie
	Promouvoir la RSE dans les PME	Ministère du Travail et de l'Economie
	Encourager les entreprises à considérer le respect de leurs obligations fiscales et financières comme une composante de la RSE	Ministère du Travail et de l'Economie
	Combattre contre la corruption et le blanchiment	Ministère du Travail et de l'Economie
	Encourager et promouvoir la production et la diffusion d'informations sociales et environnementales	Ministère du Travail et de l'Economie
	Promouvoir la RSE dans l'industrie extractive	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère des Affaires étrangères
La RSE dans le secteur public	Promouvoir la RSE et le reporting RSE dans les administrations	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère de l'Environnement Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Ministre des Finances Bureau du Premier Ministre
	Promouvoir le développement de marchés publics durables et responsables	Ministère du Travail et de l'Economie Ministère des Finances Ministère de l'Environnement
	Promouvoir la RSE dans les entreprises publiques	Bureau du Premier Ministre
Suivi du plan d'action	Coordonner la mise en œuvre, le suivi et la révision du plan d'action	Ministère du Travail et de l'Economie Commission pour la RSE